

<h1>1969</h1>	<p>Source :</p> <p><i>Mai</i>, N° 3 – février 1969</p>
---------------	--

Une victoire palestinienne

Marcel Liebman

Au cours de la conférence d'Appui aux Peuples arabes qui vient de se tenir au Caire (25-28 janvier 1969), notre ami Marcel Liebman a fait une intervention particulièrement remarquable. Il nous explique ici en quoi cette conférence marque tout à la fois le progrès du radicalisme arabe et le recul de l'extrémisme.

Le radicalisme arabe, c'est auprès des Palestiniens qu'on le trouve, en particulier auprès des représentants de « El Fatah », la seule organisation officiellement représentée à la conférence, incontestablement la plus représentative et la plus puissante du mouvement national palestinien. Dans cette rencontre internationale, à laquelle prirent part plus de quatre cents délégués venus des quatre coins du monde, ce fut aux Palestiniens que revint le rôle principal et ces assises cairottes confirment, si besoin était, que le conflit israélo-arabe est en train de devenir aussi, et peut-être surtout, un conflit israélo-palestinien. Le « fait palestinien », l'éveil de la nation palestinienne, la conscience naissante de son existence et l'affirmation vigoureuse de ses droits, s'ils se traduisent surtout par des actions militaires et par la résistance populaire, se sont également exprimés à la conférence du Caire et en ont déterminé l'orientation.

Réunie par un comité *ad hoc*, au sein duquel les postes clés étaient occupés par l'Indien Krishna Menon et l'Egyptien Khaled Mohieddine, et où le Conseil mondial pour la Paix jouissait d'une influence certaine, la conférence aurait dû être centrée sur la « solution politique » du problème israélo-arabe. Il s'agissait, dans l'esprit de ses initiateurs, de mobiliser l'opinion publique mondiale et à tout le moins de lui faire comprendre que la solution de la crise du Moyen-Orient passait, dans une première phase - mais décisive - par l'application de la résolution du Conseil de Sécurité du 22 novembre 1967. Ce texte, on le sait, est une formule de compromis qui tente de satisfaire les droits jugés essentiels des principales parties. En échange de sa reconnaissance *de facto*, de l'obtention d'une garantie de frontières sûres et du droit de libre navigation sur le canal de Suez et dans le détroit de Tiran, Israël devrait évacuer tous les territoires que ses armées occupent depuis juin 1967. Quant au problème des réfugiés palestiniens chassés de leurs foyers en 1948 et en 1967, il

ferait l'objet d'un « règlement équitable » dont les termes ne sont pas précisés et qui autorisent des interprétations très divergentes.

Pour les Palestiniens, une telle formule, si elle était appliquée, évacuerait ce qui constitue à leurs yeux l'essentiel du conflit. Pour eux, l'occupation de territoires égyptiens, syriens ou jordaniens par Israël n'est que la conséquence d'une dépossession et d'une injustice plus fondamentales, dont est victime le peuple palestinien. Depuis la création de l'Etat d'Israël, et en raison même de cette création, les Palestiniens - que l'on s'est toujours refusé à consulter - sont privés de leurs droits nationaux. Spoliés et déracinés, on leur refuse jusqu'à l'examen de leur revendication principale : la création d'un Etat palestinien qui, revenant sur le fait sioniste, établirait des droits égaux aux communautés juive, arabe et chrétienne. Et les Palestiniens d'affirmer que l'application de la résolution du Conseil de sécurité, pour utile qu'elle serait aux Etats du Moyen-Orient, constituerait l'acte de décès de la nation palestinienne, dressé par la diplomatie internationale.

Le dilemme égyptien

Les Egyptiens, eux, se préoccupent surtout de retrouver la disposition de leurs territoires. Comment ne pas les comprendre ? La victoire militaire israélienne et ses séquelles constituent non seulement une amputation considérable de ces territoires et une perte énorme de prestige. Elles signifient également une perte économique énorme (blocage du canal de Suez, perte des ressources pétrolières du Sinaï, diminution catastrophique des ressources touristiques) qui se chiffre, tous les ans, en centaines de millions de dollars. Les dirigeants égyptiens sont dès lors disposés à faire à Israël des concessions de la plus haute importance. Certes, ils savent que l'opinion publique de leur pays et du monde arabe en général soutient avec une ferveur croissante la cause et le combat des Palestiniens. Ils savent aussi que la survie du régime nassérien dépend dans une large mesure des efforts qu'il déploie pour effacer les conséquences de la défaite de 1967. En d'autres termes, l'Egypte a un besoin urgent d'une « paix dans l'honneur et la dignité ». A défaut de l'obtenir, elle a le choix entre une humiliation et une capitulation qui lui seraient fatales et, d'autre part, une attitude offensive qui implique des appuis extérieurs (URSS) très douteux, une mobilisation politique des masses et des moyens militaires dont elle ne dispose pas ou pas encore.

Voilà résumés les termes du dilemme des Egyptiens. Le radicalisme palestinien - pas de reconnaissance d'Israël, lutte pour la création d'une Palestine démocratique et multinationale - leur impose la crainte et le respect. L'extrémisme des Syriens leur inspire le mépris et la haine. Car les Syriens, eux, ne sont pas radicaux. Ils sont extrémistes. Et leur extrémisme se traduit non par un combat vigoureux mais par l'intempérance du langage et le refus de toute négociation et de toute concession. La différence entre Syriens et

Palestiniens est cependant très nette : les Palestiniens estiment que l'heure de la négociation n'a pas sonné. Il faut au préalable qu'on les reconnaisse véritablement comme interlocuteurs, et cette reconnaissance se conquiert par et dans le combat. Les Syriens, eux, sont contre la négociation et contre le combat. Ils sont pour l'invective.

Ils en ont fourni une démonstration éclatante lors de la conférence du Caire. Une des commissions de travail avait eu, contre l'opposition des Syriens mais avec l'appui des Palestiniens, le mérite de reconnaître qu'en Israël même existent des éléments anti-impérialistes dont le courage égale la faiblesse numérique et dont le combat rejoint celui des Palestiniens. C'était un fait important, la tendance à l'amalgame ayant jusqu'à présent triomphé parmi les Arabes chez qui, le manque de lucidité politique aidant, on condamnait en bloc toutes les tendances israéliennes, également coupables, également maudites. La résolution proposée à l'assemblée plénière de la conférence innovait donc de manière réaliste et audacieuse. C'est ce que le principal porte-parole syrien voulut empêcher à tout prix. Jetant dans la balance le poids de son autorité, il exigea qu'on amende la proposition de manière telle que tout son contenu novateur en fût supprimé. Son argumentation était simple : ne comptez pas sur les progressistes d'Israël ; il n'y a pas de progressistes dans ce pays car un progressiste refuse de vivre dans cet Etat et rentre dans son pays d'origine. Les applaudissements furent maigres, mais l'efficacité de ce discours suffisante. Par souci de conserver à la conférence son unanimité, le bureau s'inclina devant le délégué syrien et toutes les délégations d'Etats, de partis, d'organisations en firent autant.

Les individus isolés ont dans les conférences un sort souvent pitoyable, et ils méritent la sympathie et la compassion. Mais ils ont aussi sur les délégués mandatés par des appareils et des mouvements quelques avantages qui s'avèrent parfois précieux. Ne représentant qu'eux-mêmes, dégagés des impératifs de tactique, de prudence et de responsabilité qui animent ou paralysent les personnalités officielles ou officieuses, il leur est possible, dans certaines circonstances, de s'exprimer avec une liberté de langage qui fait leur force et leur faiblesse. Individu ne représentant que moi-même, moins préoccupé que d'autres des exigences de l'unanimité, je demandai alors la parole et attaquai avec franchise - c'est-à-dire avec brutalité - la délégation syrienne. Je m'en pris à son argumentation et fis l'éloge des Israéliens qui, en Israël, dans les conditions les plus difficiles, mènent un combat héroïque contre la politique de leur gouvernement et contre l'idéologie sioniste qui inspire cette politique. J'offris leur courage en exemple, doutant seulement que tous les délégués à la conférence fussent capables d'égaliser un tel modèle. L'ovation qui me fut faite reflète moins une quelconque admiration pour mon discours que le refus profond de l'extrémisme syrien. Le président de la conférence, d'ailleurs, tint à me rendre hommage et, cette fois encore, les roses comptèrent moins que les épines : il affirma que la contribution de certains Européens à la cause arabe était plus précieuse que celle d'Arabes eux-mêmes. Le délégué syrien ne cachait pas sa rage.

L'extrémisme verbal des Syriens et des Irakiens et leurs actes délirants - et parfaitement inefficaces - heurtent d'ailleurs la sensibilité (et les intérêts) des Egyptiens. L'annonce des pendaisons de Bagdad a produit, parmi les personnalités égyptiennes et la plupart des délégués à la conférence, une impression très pénible.¹ Il y eut une protestation officielle et publique de l'Association internationale des Juristes démocrates et la presse cairote critiqua ouvertement les dirigeants irakiens

Clartés palestiniennes

Après l'intervention du président, les Palestiniens prirent le relais. Après m'avoir consulté, leur principal porte-parole intervint pour proposer un texte qui, en fait, revenait à la formule initiale et réduisait à néant l'offensive négativiste des Syriens. Dans l'enthousiasme, on accepta sa proposition et la conférence se termina sur cette note chaleureuse.

C'est cela - entre autres - le réalisme des Palestiniens. Je ne sais de science certaine quelle force populaire ils représentent à l'heure actuelle, dans quelle mesure ils trouvent un appui réel parmi les masses arabes d'Israël et de Cisjordanie occupée. Je ne connais pas leurs moyens militaires. Ce que je sais, ce que savent tous ceux qui les ont vus et entendus, c'est qu'ils possèdent une intelligence politique exceptionnelle. Un homme comme Nabil Chaat -- retenez ce nom-là, on en reparlera -- entouré d'une équipe de jeunes intellectuels, a produit une impression profonde sur tous les participants à la conférence du Caire. La sobriété de son éloquence, la chaleur de son discours, la rigueur de son raisonnement, l'immense force de persuasion qui frappe ses interlocuteurs, la sûreté de sa dialectique sont plus que des qualités personnelles. Elles témoignent également pour la cause qu'elles servent. Il y avait chez les Palestiniens représentés à la conférence une profondeur de jugement et un réalisme alliés à un optimisme presque fou qui sont et ont toujours été le fait des révolutionnaires. Juifs et Arabes s'entredéchirent au Moyen-Orient, mais la vision de Nabil Chaat et de ses camarades est celle d'une Palestine fraternelle où Juifs et Arabes, réconciliés, cohabiteraient. C'est du rêve ?... Peut-être. En attendant, les Palestiniens, éloquents, rêveurs, lucides, politiques, révolutionnaires, ardents, sortent vainqueurs de la conférence du Caire.

Les débats, qui auraient dû être centrés sur les moyens d'appliquer la résolution de l'ONU de novembre 1967, ont fait la plus grande place au thème qui paraît aujourd'hui seul susceptible de rassembler les énergies arabes : la solidarité avec la lutte des Palestiniens. Dans les résolutions finales, c'est l'idée dominante, alors que le texte du Conseil de sécurité - auquel les Egyptiens tiennent tellement - ne fit l'objet que d'une mention discrète.

Les inquiétudes qu'inspire actuellement la situation au Moyen-Orient donnent lieu à quelques illusions dangereuses. Une d'entre elles consiste à croire que, débarrassés de la

¹ Le 29 janvier 1969, 14 citoyens irakiens parmi lesquels 9 juifs furent pendus à Bagdad sous prétexte

présence et de l'ingérence des Grandes puissances, les parties en présence pourraient facilement aboutir à un accord. Une autre n'est guère moins naïve. Elle repose sur l'admiration que tant d'hommes éprouvent pour Israël et sur la sympathie que commencent à susciter les Palestiniens. C'est très simple, se dit-on, les grandes puissances sont « intéressées » et dominatrices ; les Etats arabes sont incapables et irréalistes. Que la légitimité israélienne et la légitimité palestinienne se rencontrent donc et trouvent la voie du dialogue et de l'entente. Ces nobles sentiments et cette attendrissante bonne volonté négligent cependant une donnée fondamentale : la légitimité israélienne ne reconnaît pas celle des Palestiniens et la légitimité palestinienne nie celle d'Israël, Si Israël faisait *enfin* preuve de réalisme et *donc* de modération, un compromis entre lui et l'Egypte est sans doute possible. Mais l'affrontement des Israéliens et des Palestiniens est aujourd'hui celui entre deux absolus qui se contredisent.

En faisant irruption sur la scène politique, les Palestiniens ne facilitent pas une solution du problème. Mais ils en simplifient les termes.